

FOI ET DEVELOPPEMENT

49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - e-mail: publications@lebret-irfed.org

N° 313 – mai 2003

Après les Forums sociaux de Porto Alegre (Brésil)

L'EMERGENCE D'UNE SOCIETE CIVILE INTERNATIONALE

par Chico Whitaker*

Le concept de société civile remonte... aux Romains ! Vieille idée, donc, reprise par les philosophes européens du XVIII^e siècle qui ont élaboré les fondements théoriques de l'Etat national. Lequel, finalement, sera confisqué par les monarchies absolutistes qui écartent la société civile du champ politique. Jusqu'à la Révolution française, le citoyen perd la maîtrise de ses décisions.

Avec la révolution industrielle, le prolétariat est à son tour spolié des richesses qu'il produit. Il aura fallu attendre l'ère de la mondialisation pour retrouver l'exigence forte, universelle, d'une forme de participation qui associe aux institutions gouvernementales les organisations bénévoles, humanitaires et non gouvernementales, les syndicats, les églises, les innombrables associations et mouvements engagés pour la défense des intérêts du citoyen.

Le retour de la société civile se situe aux alentours des années 1990. Sa montée en puissance peut être datée du premier Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre au Brésil en 2001. Son rôle se situe entre la résistance à l'autoritarisme, l'encouragement au développement équitable, l'encadrement du marché et une véritable démocratisation de la mondialisation. La rencontre de 2003 a rassemblé plus de 100 000 participants. Le prochain FSM aura lieu à Bombay en 2004. La société civile internationale amorçe sa vitesse de croisière.

Etape dangereuse. Chico Whitaker, l'un des initiateurs du FSM, en est conscient. Son article redéfinit les tâches du Forum social. L'auteur tient à ce qu'il reste une " usine d'idées ", un " incubateur d'initiatives " dans le respect " absolu " du droit à la diversité. L'hégémonie américaine et sa guerre en Irak montrent les limites de la société civile internationale qui doit redéfinir ses objectifs, préciser sa stratégie et surtout éviter la dispersion de ses forces. La réflexion de Chico Withaker voudrait y contribuer.

Albert Longchamp

* Chico Whitaker est brésilien, architecte, ancien conseiller municipal de Sao Paulo, membre du Comité d'organisation du Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil. Il est aussi Secrétaire exécutif de la Commission brésilienne Justice et Paix.

Après le succès du dernier Forum social mondial (FSM) en janvier 2003, à Porto Alegre au Brésil, et l'ampleur des manifestations contre la guerre en Irak à travers le monde le 15 février dernier, de nombreuses questions se posent. Quel est le devenir de la société civile internationale, de ce monde des citoyens qu'a contribué à faire émerger le Forum ? Quelles perspectives de développement a encore le Forum – sachant que la prochaine édition aura lieu en Inde ? Quel rôle pourrait-il jouer en faveur de la paix ? Pourra-t-il orienter les processus de décision politique vers plus de participation citoyenne ?

Pour répondre à ces questions essayons de saisir ce que le Forum apporte de nouveau dans le processus social en l'analysant à partir de ses origines. Cherchons aussi à comprendre le pourquoi de cette émergence de la société civile comme acteur politique.

Crise de la représentation politique

L'origine du processus politique qui a mené au Forum social mondial peut se situer à la fin des années 60 quand des milliers de jeunes, un peu partout dans le monde, ont contesté par des manifestations de rues différentes formes d'autoritarisme. Les plus fameuses d'entre elles furent les " événements de mai 68 " en France.

Par la suite, les forces politiques dominantes ont repris partout le contrôle de la situation. Mais ceux qui s'étaient ainsi exprimés dans la rue se sont manifestés la décennie suivante en présentant une alternative aux structures politiques traditionnelles. Au lieu de s'organiser de manière pyramidale - fonctionnement basé sur l'obéissance aux ordres venant d'en haut et conduisant fréquemment à l'autoritarisme - ils ont mis en place des structures horizontales basées sur la coresponsabilité. C'est ainsi que se sont multipliés les réseaux (en anglais *networks*) qui mettent en relation les groupes sans que personne n'exerce de fonction de direction. Durant les décennies suivantes (1980 et 1990) cette perspective d'horizontalité s'est vue renforcée par de nouvelles initiatives politiques.

En effet, les systèmes représentatifs, en tant que modèles de fonctionnement des démocraties, et les partis politiques au travers desquels les peuples élisent leurs représentants, connaissent à l'évidence une crise pour des raisons similaires à celles qui avaient conduit aux contestations de 1968 : d'un côté, l'augmentation sans cesse croissante de l'écart entre représentants et représentés qui met en cause la crédibilité des premiers ; de l'autre, la tendance des partis à se refermer sur eux-mêmes dans des luttes internes pour le pouvoir, le tout assorti de disputes électorales. Des mécanismes négatifs atteignent en outre d'autres structures de représentation non directement politiques comme celles des syndicats de travailleurs.

Or, des actions politiques indépendantes des partis, des syndicats ou des systèmes de représentation électorale ont alors commencé à émerger de la base : mouvements de revendication d'étudiants, de travailleurs, syndiqués ou non, de femmes, mouvements écologiques, associations de lutte pour le respect des droits de l'homme...

Penser et agir en tant que citoyen

Tous ces mouvements sont parvenus à organiser des manifestations qui connaissent plus de succès que celles des partis et des syndicats et qui n'ont rien à voir avec les mobilisations manipulées par des gouvernements de gauche ou de droite. Tout en se refusant à l'obéissance aveugle à des mots d'ordre, à des disciplines partisans, les

gens participent parce qu'ils prennent conscience de l'intérêt ou de la responsabilité de chacun dans les luttes proposées. Dans le même temps, les leaders de ces manifestations assument leurs rôles sans se laisser embarquer ensuite dans des bureaucraties partisans ou syndicales. Les structures pyramidales de direction sont remplacées par des coordinations collégiales s'articulant en réseaux.

Parallèlement les gens ont pris progressivement conscience que l'action politique ne se réduit pas à l'activité de cadres politiques professionnels ou à celle de militants partisans mais que toute action humaine comporte une dimension politique du fait de ses répercussions dans la vie d'autrui. Un nombre croissant de personnes s'est rendu compte alors qu'il était nécessaire et possible de penser et d'agir en tant que citoyen affilié ou non à un parti politique ou à un syndicat et qu'il n'était pas besoin pour cela de devenir un professionnel de la politique.

Aujourd'hui, c'est donc à partir de ces expériences que les appels à la mobilisation se font beaucoup plus par des mouvements ou organisations sociales non partisans ou syndicales. Ce sont parfois des simples groupes de citoyens, organisés à partir de la base ou même non organisés, qui en appellent à d'autres pour protester, revendiquer ou exprimer ce qu'ils veulent en passant outre les dirigeants politiques ou syndicaux. Quand cet appel répond à un vrai besoin social, il est suivi par des vagues d'autres citoyens qui se sentent concernés.

En fait, ce qu'aujourd'hui on appelle politiquement la société civile n'est autre qu'un ensemble d'organisations reliées entre elles et qui agissent en réseaux dans le but de faire pression sur le pouvoir politique. Tout en conservant chacune ses propres objectifs et règles de fonctionnement.

Un authentique nouvel acteur

Cette conscience de la citoyenneté est encore loin d'atteindre les grandes majorités nationales. Mais elle a déjà gagné une dimension mondiale en faisant naître ce qu'on appelle la société civile internationale - un authentique nouvel acteur sur la scène internationale.

Sa naissance date de l'année 1998, quand le journal français *Le Monde Diplomatique* a repris et diffusé une première dénonciation faite par le mouvement nord-américain *Public Citizens* d'un accord multilatéral d'investissements - plus connu sous le sigle AMI. Cet accord, qui devait être signé par les pays les plus riches du monde avant d'être proposé ou plutôt imposé aux autres pays du monde, avait été discuté dans le plus grand secret au sein de l'OCDE. Il était censé devenir une sorte de charte mondiale du capital auquel il octroyait tous les droits - surtout dans le tiers monde intéressé par les investissements et sans pratiquement aucune obligation de sa part.. De la réaction aux clauses absurdes de cet accord naquit un mouvement international de contestation qui - très fort en France - a conduit fin 1998 le gouvernement de ce pays à se retirer des négociations et, partant, à son abandon.

A partir de la victoire contre l'AMI, des manifestations internationales ont commencé de s'organiser. L'expansion des moyens de communication de masse et de l'Internet ajoutée aux facilités des voyages internationaux ont évidemment beaucoup contribué à ces mobilisations. Les journaux télévisés nous offrent des images en direct de tout ce qui se passe dans le monde. L'usage de l'Internet devient presque banal avec ses sites *world wide web* créant un réseau mondial qui pousse à l'extrême les possibilités d'intercommunication libre et immédiate nous mettant en rapport avec des gens que nous

connaissions ou que nous ne connaissons pas et rendant possible la libre circulation d'informations, d'analyses, de propositions d'action.

S'appuyant sur ces nouvelles facilités, ces manifestations refusent alors non seulement l'autoritarisme contesté en 1968 mais aussi le contrôle des rapports économiques entre nations par les grandes puissances et par le capital – ce qu'on appelle la mondialisation (en anglais *globalisation*).. Des manifestants protestent à l'occasion des réunions du G-7 ou d'organisations internationales à leur service : contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (USA) ou contre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à Washington. A Prague, une réunion de ce type a dû terminer un jour plus tôt que prévu à cause des manifestations. Et lors de la rencontre suivante, l'OMC a dû se réunir au Qatar, pays difficilement accessible parce qu'en plein désert du Moyen Orient, pour échapper aux rassemblements de protestation.

Une alternative au Forum de Davos

Depuis une bonne vingtaine d'années, les maîtres du monde se retrouvent tous les ans à Davos, luxueuse petite station suisse de sports d'hiver, pour un séminaire baptisé Forum économique mondial. Ce Forum accueille une fois par an, en plus des rencontres régionales, ceux qui ont les moyens de déboursier 20 000 dollars pour venir écouter les grandes têtes pensantes au service du capital et s'entretenir avec elles. Mais aussi entendre les critiques de la mondialisation en cours faite par des organisations de la société civile invitées pour donner de la légitimité aux débats. Il est permis de dire que c'est à Davos, qui attire les correspondants des principaux journaux du monde, que la théorie sur la pratique de la domination du monde par le capital selon les paramètres du néo-libéralisme se construit et se propage.

C'est face à un tel tableau – l'affirmation de la mondialisation néo-libérale, les mobilisations contestataires croissantes et la tenue systématique du Forum de Davos – qu'une idée est née dans la tête de quelques Brésiliens. Ne serait-il pas temps d'entamer une nouvelle étape de résistance à la pensée et aux modèles économiques devenus hégémoniques à l'échelle planétaire? Par delà les manifestations de masse de simple contestation, ne serait-il pas possible d'initier une phase de propositions et de réponses aux défis de "construction d'un autre monde" dans lequel l'économie serait placée au service de l'être humain plutôt que l'inverse ?

Ces Brésiliens se sont ainsi proposé d'organiser, comme rencontre alternative à Davos, un Forum social mondial de portée également mondiale mais fondée sur le social, où seraient invitées les organisations participant aux manifestations de masse.. Leur avis fut demandé avant la mise en route de l'organisation du premier forum.. Pour montrer clairement son caractère alternatif à Davos, la rencontre devrait avoir lieu aux mêmes dates et, à partir de 2001, être organisée aussi chaque année. Et pour lui donner une dimension symbolique, elle se tiendrait dans le tiers monde, plus spécifiquement à Porto Alegre au Brésil, capitale d'expériences réussies d'élaboration participative du budget public..

Rencontre de multiples organisations et réseaux

Mais les initiateurs sont allés plus loin. L'organisation même du Forum a intégré les innovations dans l'action politique expérimentées au cours des trois dernières décennies. C'est ainsi que, dépassant les formes traditionnelles des grandes rencontres nationales ou internationales y compris celles de Davos, les organisateurs du FSM se sont proposé de créer simplement un "espace" d'intercommunication horizontale, d'apprentissage mutuel et d'articulation ouvert à tous les intéressés, cassant les barrières qui séparent les mouvements et organisations de la société civile pour renforcer leurs luttes par l'union. Le Forum s'est donc situé clairement dans la perspective qui est celle des réseaux : permettre la libre rencontre de multiples organisations et réseaux et la formation de nombreux autres sans qu'il y ait de mots d'ordre à suivre ni de leaders

charismatiques pour conduire l'ensemble ni de document final voté par des représentants ou proposés à tous par des tenants de hauts lieux du pouvoir.

Une Charte des principes du Forum – rédigée après l'expérience de sa première rencontre – est allée alors très loin dans l'opposition à l'établissement de tout type de direction ou de leadership en son sein : personne ne peut parler au nom du Forum ni au nom de ses participants. Tous – personnes et organisations – conservent le droit qu'ils avaient auparavant de s'exprimer et d'agir pendant et après le Forum selon leurs convictions. En faisant leurs ou non des positions et propositions présentées par d'autres participants mais jamais au nom du Forum et de l'ensemble de ses participants.

Le succès d'une telle initiative est bien connu : la première rencontre à Porto Alegre en 2001 a réuni 20 000 personnes et la troisième en 2003 en a attiré 100 000. On se trouve maintenant, de fait, devant un événement politique majeur à l'échelle du monde. Un événement qui a son propre poids et qui permet même à ses organisateurs de décider de le renouveler, à partir de 2004, à une date proche de celle de Davos.

En outre, il a peu à peu dépassé le caractère d'événement isolé pour devenir un processus d'ampleur mondiale. Ses organisateurs savaient bien que la résistance à une globalisation soumise aux intérêts du capital et la proposition d'alternatives ne pouvaient pas se faire dans un seul pays ou à partir d'un seul pays. Elle devait nécessairement être aussi mondiale. Ils ont ainsi stimulé la réalisation de rencontres du même type – régionales ou même locales - dans les différents continents aussi bien que des rencontres thématiques. Ces rencontres ont commencé à se multiplier plus intensément entre le deuxième et le troisième Forum de Porto Alegre.

Et c'est dans cette perspective que le Conseil international du Forum, créé après la première rencontre de 2001, a décidé de proposer aux Indiens de réaliser la quatrième édition du Forum en 2004 dans leur pays. D'après la récente décision du Comité organisateur créé dans ce pays, elle aura lieu à Mumbai (ex Bombay). Cette proposition cherche évidemment à faire en sorte que le processus puisse se répandre aussi dans les pays asiatiques dont la participation aux rencontres de Porto Alegre étaient encore réduite cette année. Mais elle a également pour objectif de faire vivre à l'Inde, un des plus grands pays du tiers monde marqué profondément par différents types de division sociale, l'expérience d'unité dans la diversité que le Forum rend possible.

Une des grandes innovations du FSM est précisément de permettre pendant les rencontres et dans les relations qui se poursuivent au-delà de ces rencontres que de plus en plus d'articulations entre organisations, surtout au niveau planétaire, soient mises en oeuvre. La réalisation de rencontres lors du Forum a tout naturellement aidé à multiplier et renforcer les liens entre les organisations qui constituent la société civile internationale.

Le FSM ne prétend pas se constituer en instance de direction du mouvement mondial contre le néo-libéralisme ni en unique alternative pour la coordination des organisations qui le composent, ainsi que l'énonce clairement sa Charte de principes. Néanmoins, la dernière rencontre du Forum à Porto Alegre et spécialement le Forum social européen à Florence, au cours duquel le danger de la guerre a été fortement dénoncé, ont contribué de façon particulièrement importante au succès des manifestations contre la guerre en Irak le 15 février dernier. Celles-ci ont permis d'affirmer qu'une société civile internationale commençait effectivement à naître.

Mais cette évolution positive du processus du Forum se voit maintenant confrontée à certains dangers qui peuvent en arrêter le cours. Le plus préoccupant d'entre eux est le sort réservé à l'expression de la société civile internationale - ce nouveau-né de la scène politique - dans la manière dont s'est décidée ensuite la guerre. En effet, ceux qui l'ont déclenchée ont totalement ignoré ces manifestations.

Le Forum, un espace ouvert

Ce qui caractérise le Forum c'est qu'il n'est qu'un lieu, un espace social horizontal qui fonctionne comme une place publique. Les places publiques sont des espaces, en général ouverts,

qui peuvent être utilisés par tous ceux qui y trouvent un intérêt quelconque. Elles n'ont d'autre objectif que celui d'être des endroits qui rendent un service à ceux qui les utilisent.

Mais tout en étant, comme les places, un espace ouvert ainsi que l'indique la Charte des principes, le Forum n'est pas un espace neutre comme les places publiques. C'est une place qui s'ouvre de temps en temps dans différents lieux du monde et qui offre la possibilité de rencontres avec un objectif spécifique : permettre au plus grand nombre possible de personnes, d'organisations et de mouvements opposés au néolibéralisme de se rencontrer librement, de s'écouter mutuellement, d'apprendre à partir d'expériences et de luttes menées par d'autres, de discuter de propositions d'actions, de chercher à se coordonner en de nouveaux réseaux et organisations. Cela afin de vaincre l'actuel processus de mondialisation dominé par les grandes firmes internationales et par les intérêts financiers qui mène constamment à l'exclusion et aux inégalités sociales. C'est donc un espace créé en vue d'un objectif commun au service de tous ceux qui y participent. Tous sont disposés à accepter ce fonctionnement horizontal, sans hiérarchie de pouvoirs, étant établi que pour entrer dans cette espace il est nécessaire d'être en accord avec la Charte des principes.

C'est pour atteindre ces buts que toutes les rencontres du FSM – locales, nationales, régionales ou mondiales - comprennent deux dynamiques : celle des activités programmées par ses organisateurs (conférences et panels de discussion) et celle des activités auto-organisées librement par les participants (ateliers et séminaires). Aucune de ces activités ne devant avoir plus d'importance que les autres, toutes étant ouvertes à tous et ayant la même visibilité.

De fait, le Forum, principalement dans les ateliers et séminaires auto-organisés, travaille comme une " usine d'idées ", un incubateur d'où surgira le maximum d'initiatives nouvelles pour la construction d'un autre monde que tous considèrent comme possible, nécessaire et urgent. En d'autres termes, on espère que de cet espace naîtront de nombreux mouvements, grands et petits, plus ou moins combatifs. Que chacun de ces mouvements aura des objectifs spécifiques pour jouer son rôle dans la lutte. Tout en essayant d'éviter, dans les articulations qui y voient le jour et dans le respect absolu du droit à la diversité, que compétitions et disputes pour l'hégémonie au sein du Forum ne finissent par diviser et affaiblir la lutte contre le néolibéralisme.

Les objectifs de ces nouvelles initiatives n'ont pas besoin pour leur part d'être tous clairs et précis. Quelques-uns peuvent même encore être simplement pressentis - chauffés dans l'incubateur – et demander du temps pour mûrir. Et en même temps, il est admis que chacun s'implique, avec plus ou moins de ferveur selon son degré d'engagement, dans la lutte commune pour la construction d'un autre monde.

Atouts et risques du Forum

Si l'on considère les aspects positifs, la méthode adoptée dans les rencontres du Forum – non directivité, ouverture aux différentes options et niveaux d'engagement, respect de la diversité, auto-organisation d'activités – peut faire école auprès des mouvements sociaux quant à leur manière de s'organiser. Mais aussi auprès des partis ayant accompagné le processus et même auprès des gouvernements si ces partis arrivent au pouvoir. L'expérience du budget participatif de la municipalité de Porto Alegre – une des raisons du choix de cette ville pour la tenue du Forum – a conduit déjà à des expériences similaires au Brésil et dans d'autres pays.

On essaye aussi d'introduire, ici et là, à d'autres niveaux de gouvernement le principe de la participation des citoyens aux décisions concernant l'utilisation des ressources publiques. Cependant, ce sont là des changements nécessairement lents car ils nécessitent des transformations culturelles : les représentés ne sont pas toujours disposés à consacrer du temps à des fonctions pour lesquelles ils ont élu leurs représentants ; et ceux-ci préfèrent plus fréquemment ne pas avoir à gagner l'adhésion de leurs " représentés " dans des décisions qui sont plus facilement prises sans avoir recours à un véritable fonctionnement démocratique.

Mais sous l'angle négatif, la continuité du Forum court un sérieux risque : celui de passer de la notion d'espace à celle de mouvement. En fait, l'augmentation permanente du nombre de

participants à chaque rencontre et la multiplication de celles-ci à travers le monde peuvent être interrompues si ses organisateurs cèdent à la tentation de les transformer en mouvement – ou en “ mouvement des mouvements ”, comme certains se plaisent à dire. C’est la rançon de son propre succès : profiter de ce succès est une vraie tentation pour tous les mouvements et organisations préoccupés d’avancer le plus rapidement possible vers le dépassement du néolibéralisme.

La transformation du Forum-espace en Forum-mouvement peut se faire par plusieurs chemins. Le plus direct serait la transformation de ses instances organisatrices – qui sont au service de cette création d’espaces - en instances de direction du processus. Ces nouveaux dirigeants politiques auraient alors à définir des objectifs communs à tous les participants du Forum à l’aide de documents d’orientation et de mots d’ordre qui guideraient l’action de tous. Cela introduirait en conséquence le besoin de discuter des stratégies pour atteindre ces objectifs, de l’organisation de l’action, etc.

Un autre chemin, indirect celui-là, pourrait être envisagé. L’organisation de l’espace Forum comprenant des activités auto-organisées librement par les participants aussi bien que des activités programmées par les organisateurs des rencontres, il faudrait simplement donner moins d’importance aux activités auto-organisées par les participants. Par ce chemin, les militants des partis en quête de nouvelles légitimations et les réseaux et mouvements les plus combattifs chercheraient ensuite à faire des conférences et des débats – programmés par les organisateurs – la vraie vitrine du Forum. Ils les orienteraient sur des questions auxquelles devraient converger, selon eux, toutes les discussions ayant lieu au Forum. Leurs propres interprétations, choix stratégiques, plates-formes, programmes de lutte deviendraient ainsi ceux de tous les participants des rencontres qui n’auraient qu’à devenir des militants du nouveau mouvement ainsi créé.

Ces deux chemins conduiraient sans doute à l’interruption du processus de développement du FSM parce qu’un grand nombre de mouvements et organisations de la société civile attirés vers ses rencontres par son caractère horizontal, sa non-directivité, son ouverture et son respect de la diversité ne s’y sentiraient plus à l’aise. Sous cet aspect, le non-respect de la Charte du Forum mènerait ses participants à le considérer comme un instrument de plus pour la diffusion d’idées et d’options spécifiques. En réalité, orienter le Forum vers telle ou telle autre option – même si elles se situent à l’intérieur du terrain commun de lutte contre le néo-libéralisme – et le doter de dirigeants éloignerait les participants en désaccord avec ces options. De même que ceux qui, tout en étant d’accord, n’accepteraient pas d’être dirigés - ou manipulés - par les organisations et mouvements qui les adoptent.

La conscience de ces risques pourra aider les organisateurs des rencontres du FSM à les surmonter facilement s’ils garantissent qu’il continue modestement à faciliter simplement la rencontre et l’articulation entre eux des mouvements et organisations de la société civile. Mais d’autres risques – beaucoup plus dangereux – guettent directement l’affermissement de cette société civile internationale naissante.

Un pouvoir encore très limité

Les manifestations du 15 février ont été la plus grande démonstration, à ce jour, de l’existence – ou tout au moins d’un début d’existence – d’une société civile internationale qui entend jouer un rôle politique dans le monde. Toutefois nous savons tous que son pouvoir est encore très limité. Si l’ampleur des manifestations avait réussi à arrêter la machine de guerre nord-américaine, cela aurait été effectivement une heureuse et énorme surprise. Mais en fait, le pouvoir politique, économique et militaire nord-américain a imposé une défaite aux manifestants, comme il l’a imposée aux Nations Unies.

La guerre contre l’Irak peut n’être d’autre part que le début de la réalisation des prétentions guerrières des Etats-Unis pour assurer leur domination sur le monde. De plus, le sentiment anti-américain qu’elle soulève pourra provoquer, dialectiquement, la multiplication d’actions terroristes contre les Etats-Unis, ce qui est exactement l’inverse de ce que le gouvernement américain a dit vouloir éviter en lançant cette guerre.

En outre, par une coïncidence malheureuse, une mystérieuse épidémie apparaît dans un nombre croissant de pays du monde. Elle utilise les moyens de transport aérien pour se répandre, moyens qui ont contribué le plus aux rapprochements internationaux. Le danger de cette épidémie a mené déjà, au moment où nous écrivons, à l'ajournement d'une rencontre internationale en Inde en vue de la préparation du Forum de 2004.

L'humanité peut donc entrer dans un vrai cauchemar historique. De fait, si la société civile internationale est encore quelque chose de très fragile, quelles seront les réelles possibilités de poursuivre les mobilisations qui lui permettraient de se consolider ? Sommes-nous alors arrivés à une limite dans le développement de la société civile en tant qu'acteur politique surgissant peut être trop tard pour éviter ce cauchemar ? Sans vouloir faire preuve de pessimisme nous pouvons en effet identifier d'autres limitations dans son évolution..

Deux objectifs indissociables.

En fait, l'émergence de la société civile internationale comme acteur politique signifie la possibilité d'une plus grande participation des citoyens dans la construction d'un monde différent. Les partis, dans les démocraties représentatives et les institutions des Nations Unies, n'ont pas réussi à construire la paix et un monde plus humain ni à protéger la planète Terre de sa destruction par les activités humaines. La participation souhaitée maintenant irait donc au delà des possibilités ouvertes par ces deux instruments du pouvoir.

Deux objectifs indissociables de cette participation sont, d'une part la construction d'une paix durable et, d'autre part la diminution des disparités sociales à l'intérieur des pays et entre eux, avec une attention particulière pour l'élimination de la faim dans le monde. Le grand obstacle à la réalisation de ces deux objectifs est l'actuelle hégémonie d'un système économique – le capitalisme dans sa forme actuelle appelée néolibéralisme – dont la logique intrinsèque mène précisément à la concentration de la richesse, à l'exclusion sociale et même à la guerre. Et dont le principal tenant est la plus forte puissance économique et militaire qui mène la guerre contre l'Irak avec toutes ses conséquences.

Or, l'ensemble des organisations reliées entre elles et qui constituent la société civile est clairement contre la guerre, y compris à l'intérieur des Etats-Unis, de même que la grande majorité des citoyens, organisés ou non, dès qu'ils prennent conscience de la dimension barbare de toute guerre. Mais la nécessité de dépasser le capitalisme ne fait pas partout l'unanimité.. Il est probable que beaucoup de ceux qui aujourd'hui participent aux mobilisations de la société civile contre la guerre pensent encore que le capitalisme pourrait être domestiqué et soumis à des règles plus humaines.

Si dans ce contexte nous nous référons alors au Forum social mondial nous pourrions dire qu'aux rencontres du Forum se réunissent tous ceux qui luttent contre le néolibéralisme, ce qui inclut la lutte contre la guerre, tandis qu'aux manifestations de la société civile pour la paix se réunissent seulement les opposants à la guerre, ce qui n'inclut pas nécessairement la lutte contre le néolibéralisme. Ces contradictions peuvent donc affaiblir la contribution du Forum social mondial pour la construction de la société civile internationale.

La question qui se pose maintenant pour le devenir du Forum est celle de savoir comment il pourra aider la société civile à découvrir que la paix est incompatible avec la logique interne du capitalisme et à se prononcer tant contre la guerre que contre le néolibéralisme qui la provoque et l'alimente. L'ampleur des manifestations contre ce néolibéralisme à travers le monde, envisagées pour 2004 au moment de la tenue du Forum de Davos, pourra nous dire si ce résultat a été atteint.

Le rêve de voir cette société civile internationale - ce monde des citoyens, qui commence à émerger - comme un nouvel acteur politique suffisamment fort pour effectivement " humaniser " le monde sera-t-il englouti par le cauchemar que la " guerre américaine " pourra provoquer ?

Chico Whitaker